



Toutefois, les locations qui étaient soumises à la TVA avant la date de publication de la loi de finances pour l'année 2017 ont continué à être soumises à ladite taxe, comme par le passé, dans la mesure où elles ont déjà bénéficié soit de la déduction soit de l'exonération de la TVA ayant grevé l'investissement réalisé.

A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018, la LF 2018 a accordé le droit d'option à l'assujettissement à la TVA aux bailleurs qui donnent en location des locaux à usage professionnel non équipés. Ainsi, ces bailleurs ont eu le droit de prendre la qualité d'assujettis à cette taxe, conformément aux dispositions de l'article 90-4° du CGI.

Afin de clarifier le régime fiscal applicable aux opérations de location de locaux à usage professionnel non équipés, l'article 6-I de la LF 2024 a complété l'article 89-I-10°-a), en précisant que ces opérations sont obligatoirement soumises à la TVA, lorsque ces locaux sont acquis ou construits avec le bénéfice du droit à déduction ou de l'exonération de cette taxe.

Ainsi, les personnes ayant bénéficié de l'exonération ou du droit à déduction doivent obligatoirement facturer la TVA à leurs clients, au titre des opérations de location de locaux non équipés.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général des Impôts  
Signé: IDRISSI KHALIDOUNI Younes